

Grand Paris et petits détours

Chroniques de la région parisienne par Sibylle Vincendon

20/05/2014

Quand Bartolone rêvait du Grand Paris

C'est l'histoire d'une conquête du Grand Paris, menée avec patience et opiniâtreté. Et les quelques coups d'éclats qu'il faut. Quand on revient sur le parcours de Claude Bartolone depuis son accession à la présidence du conseil général de Seine-Saint-Denis, en 2008, on ne peut qu'être frappé par la cohérence des choses. Tous ceux qui soupçonnaient Bertrand Delanoë de manigancer une extension du domaine de la capitale ne regardaient pas au bon endroit. Celui qui tissait sa toile, c'était le voisin de Seine-Saint-Denis, aujourd'hui président de l'Assemblée. La métropole du Grand Paris qui vient d'être votée au Parlement est telle que la voulait Bartolone.

On savait depuis des années qu'on ne pouvait plus laisser régner inégalités et égoïsmes locaux en région parisienne. Mais comment faire ? Au syndicat Paris Métropole, qui regroupe près de 200 collectivités, il y a les tenants d'un achèvement de la carte des intercommunalités en première couronne, elles-mêmes regroupées dans une structure nouveau genre. On parle d'une métropole fédérée. La majorité des élus penchent pour cette solution ou pour le statu quo. Tous, sauf trois marginaux, dont Claude Bartolone : ceux-là veulent une intercommunalité géante. C'est la métropole intégrée, la révolution.

Trou. En 2013, dans son projet de loi, le gouvernement s'en tient prudemment au modèle fédéré. Mais voilà qu'au Sénat, une alliance imprévue entre UMP et communistes la fait exploser en vol. La loi arrive à l'Assemblée avec un trou.

Le gouvernement aurait pu reprendre son texte initial. A la place, on voit s'agiter une petite troupe de députés, connus pour être choyés par le président de l'Assemblée et emmenés par le jeune Alexis Bachelay, qui usinent un projet de métropole intégrée. Le contraire de ce que prévoyait le gouvernement. Qui pourtant le fait voter.

Comment ne pas voir la patte de Bartolone dans ce retournement ? Le président de l'Assemblée peut difficilement être soupçonné d'avoir fomenté le drôle de vote des sénateurs, mais il a su sauter sur l'occasion qu'ils avaient créée. C'est cohérent, au fond, avec ce qu'il prône depuis 2012, quand il avait réclamé la fusion de la Seine-Saint-Denis avec ses trois voisins (Paris, Hauts-de-Seine et Val-de-Marne) «*en un seul département spécialisé dans le social*». Dans [l'interview](#) qu'il donnait alors à *Libération*, il ajoutait : «*Sur le même périmètre, je propose en plus une communauté urbaine.*» Tout cela ressemble fort à la métropole qui vient d'être votée...

D'autant plus que pendant le débat parlementaire, les mêmes députés «Barto boys» ont obtenu qu'on étudie la suppression des quatre départements au profit de la nouvelle métropole, la renforçant. Et que s'est-il passé ? Le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, a annoncé leur suppression quelques semaines plus tard. Peut-on rêver victoire plus totale ? Cela étant, il ne faut pas voir là que visées expansionnistes. En voulant «suicider» sa collectivité, Bartolone posait avec raison la question des inégalités entre un département croulant sous les charges et les Hauts-de-Seine ou Paris, débordant de recettes. Fusionner, c'est de fait redistribuer. Si la nouvelle collectivité devient en plus un tremplin...

Chapeau. Claude Bartolone, bienfaiteur des citoyens du Grand Paris ? Jean-Luc Porcedo, son directeur de cabinet, assure qu'il est «*l'un des pères*» du futur métro Grand Paris Express, et plus généralement du plan de transports du Grand Paris. C'est lui, dit-il, «*qui a été l'un des plus grands défenseurs du projet*». A nouveau, la technique du coup d'éclat. En janvier 2011, le président de la Seine-Saint-Denis sort bruyamment de son chapeau un projet de ligne de métro traversant son département. Le tronçon ne figurait pas dans les plans de l'Etat ? Il s'y ajoute. Les transports ont beau relever de la compétence de la région, présidée par Jean-Paul Huchon, il devient clair désormais que dans ce dossier-là aussi, Bartolone compte.

En témoigne l'épisode suivant. Le gouvernement a décidé de remplacer le patron de la Société du Grand Paris, qui construit le nouveau métro. Etienne Guyot, nommé par la droite, est efficace et bénéficie à ce titre d'un large soutien chez les élus locaux. Mais il sera remplacé fin janvier par Philippe Yvin, qui fut directeur de cabinet de Bartolone. «*Il place ses hommes*», dit un observateur. «*C'est Matignon qui décide mais dans le Grand Paris, rien ne se fait sans Barto*», résume un de ses proches.

La suite va montrer que rien ne se fait non plus sans les électeurs.